



# Assemblée générale

Distr. générale  
23 septembre 2014  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

### Forum sur les entreprises et les droits de l'homme

#### Troisième session

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

#### Ordre du jour et organisation des travaux

2 et 3 décembre 2014

## Ordre du jour provisoire annoté

### Note du secrétariat

#### Ordre du jour provisoire

1. Ordre du jour et organisation des travaux.
2. Thème: Une approche globale et cohérente de la promotion des entreprises et des droits de l'homme à l'échelle mondiale: harmonisation, adhésion et responsabilité.
3. Séances plénières:  
Le point de vue des dirigeants sur les entreprises et les droits de l'homme: marche à suivre et moyens à mettre en œuvre.
4. Séances parallèles: Promouvoir les entreprises et les droits de l'homme: initiatives, interaction et dispositifs de gouvernance.
5. Conclusion: Solutions stratégiques pour aller de l'avant et prochaines étapes pour le régime international des entreprises et des droits de l'homme.



## **Annotations**

### **1. Ordre du jour et organisation des travaux**

#### **Lieu de la session**

Conformément aux résolutions 17/4 et 26/22 du Conseil des droits de l'homme, le Forum sur les entreprises et les droits de l'homme tiendra sa troisième réunion annuelle à Genève, du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2014. La première journée sera consacrée à la présentation des nouveaux outils et des expériences acquises.

Le Forum sera saisi de l'ordre du jour provisoire figurant dans le présent document. On trouvera à l'annexe I le programme de travail provisoire établi pour la session.

#### **Séance d'ouverture**

Le Président du Conseil des droits de l'homme ouvrira la session et présentera le Président du Forum, qui conduira les séances plénières. Des déclarations seront ensuite prononcées par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et par le Président du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises.

#### **Documentation**

On trouvera à l'annexe II la liste des documents établis pour la session. Un programme de travail plus détaillé sera affiché à l'avance sur le site Web du Forum (<http://www.ohchr.org/FR/Issues/Business/Forum/Pages/2014ForumonBusinessandHumanRights.aspx>).

#### **Application des Principes directeurs et dialogue multipartite: tendances et obstacles**

Conformément aux résolutions 17/4 et 26/22 du Conseil des droits de l'homme, les participants au Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme examineront les tendances et les obstacles observés dans l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: mise en œuvre du cadre de référence «Protéger, respecter et réparer» des Nations Unies. Les Principes directeurs ont été approuvés à l'unanimité par le Conseil des droits de l'homme en juin 2011.

Le Forum est chargé de promouvoir le dialogue et la coopération sur les questions liées aux entreprises et aux droits de l'homme entre toutes les parties prenantes.

Les déclarations liminaires et les exposés qui seront faits par les groupes d'experts au début de chaque séance seront suivis d'un débat auquel tous les participants seront invités à contribuer en fonction du temps disponible.

### **2. Une approche globale et cohérente de la promotion des entreprises et des droits de l'homme à l'échelle mondiale: harmonisation, adhésion et responsabilité**

Le Groupe de travail sur les entreprises et les droits de l'homme a pour mission de promouvoir la diffusion et l'application des Principes directeurs à l'échelle mondiale. Dans ses résolutions 17/4 et 26/22, le Conseil des droits de l'homme l'a chargé de guider les travaux du Forum annuel.

Le Groupe de travail considère le Forum comme un instrument indispensable à la réalisation et au renforcement de ses principaux objectifs stratégiques, notamment ceux consistant à aider les États à mettre au point des plans d'action nationaux pour appliquer les Principes directeurs, à suivre l'adoption de ces Principes par les entreprises et à rechercher les moyens d'élargir et d'approfondir la mise en œuvre de l'obligation incombant aux entreprises de respecter les droits de l'homme, à étudier les moyens de promouvoir un meilleur accès à des voies de recours efficaces et à promouvoir l'intégration des Principes directeurs dans les structures de gouvernance mondiales en vue de renforcer l'architecture internationale des entreprises et des droits de l'homme<sup>1</sup>.

Faciliter le dialogue multipartite constitue l'une des préoccupations stratégiques transversales du Groupe de travail. Le mandat du Forum souligne combien il importe d'engager toutes les parties intéressées à jouer un rôle stratégique pour contribuer efficacement aux efforts menés à l'échelle mondiale pour appliquer les Principes directeurs. Dans la mesure du possible, les groupes d'experts comprennent des orateurs issus des États, des entreprises et de la société civile. Le Forum offre l'occasion de parvenir à un point de vue commun, ainsi que d'engager un échange de vues constructif sur les difficultés actuelles et de recenser les bonnes pratiques.

Dans le cadre de ses séances plénières et parallèles, le Forum examinera les moyens de promouvoir une approche plus globale et plus cohérente des entreprises et des droits de l'homme à l'échelle mondiale, en encourageant la mise en concordance des initiatives clefs et des principaux acteurs, et en promouvant l'adhésion aux Principes directeurs et le respect du principe de responsabilité.

Un des meilleurs moyens de remédier aux difficultés inhérentes à l'évolution rapide des questions relatives aux entreprises et aux droits de l'homme est de mettre l'accent sur les trois piliers des Principes directeurs («protéger, respecter et réparer»). L'ordre du jour du Forum de 2014 tient compte de cet objectif important, la plupart des groupes d'experts s'intéressant à l'un des aspects de chaque pilier.

Le Forum de 2014 continuera de proposer des séances de formation sur les Principes directeurs, ainsi que des plates-formes permettant d'échanger des outils et des données d'expérience. Il examinera également les difficultés liées à des secteurs particuliers, à l'environnement opérationnel ou à des droits ou groupes spécifiques.

### 3. Séances plénières

#### **Le point de vue des dirigeants sur les entreprises et les droits de l'homme: marche à suivre et moyens à mettre en œuvre**

À la séance plénière de haut niveau d'ouverture de la session, le Forum passera en revue les considérations stratégiques et les défis que les dirigeants devront relever pour progresser sur la voie d'une application globale, cohérente et uniforme des Principes directeurs à l'échelle mondiale et de l'intégration du respect des droits de l'homme dans les pratiques commerciales et l'économie mondiale.

Les participants auront l'occasion de faire collectivement le point des progrès accomplis, d'évaluer les perspectives d'avenir et de débattre des difficultés qui subsistent, ainsi que d'examiner les éléments nouveaux importants sur le plan institutionnel. L'accent sera placé sur le rôle des différentes parties prenantes dans les efforts menés pour combler les lacunes actuelles en matière de gouvernance en ce qui concerne les effets des sociétés transnationales et des autres entreprises sur le respect des droits de l'homme.

<sup>1</sup> Voir A/HRC/20/29 et A/HRC/26/25, par. 10 à 51.

Les intervenants feront part de leurs réflexions sur la question des entreprises et des modèles économiques plus responsables et plus viables qui protègent et respectent les droits de l'homme et contribuent à leur réalisation, et qui promeuvent également une croissance inclusive et un développement économique équitable. Les discussions devraient également porter sur les débats actuels concernant l'inégalité et l'iniquité qui entachent l'économie mondiale à l'heure où s'opère une réorientation importante de la pensée économique.

Les orateurs auront l'occasion de faire part de leur propre point de vue, de leurs expériences pratiques et des leçons tirées quant à la manière de passer de la conception des Principes directeurs à leur application et de progresser sur la voie de la transformation organisationnelle. Ils devraient s'appuyer sur un ensemble de principes fondamentaux pour présenter diverses idées et propositions visant à encadrer, gouverner et gérer plus efficacement l'intégration des droits de l'homme dans les pratiques commerciales. Ils mettront en lumière les tendances qui se dessinent, ainsi que l'état actuel de l'intégration du respect des droits de l'homme dans les pratiques commerciales et de l'application des Principes directeurs et la façon dont elles sont perçues.

#### **4. Séances parallèles: Promouvoir les entreprises et les droits de l'homme: initiatives, interaction et dispositifs de gouvernance**

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Forum organisera des séances parallèles axées sur les mesures concrètes prises par les parties prenantes et sur l'état actuel de l'application et de l'adoption des trois piliers des Principes directeurs et de leur cadre de référence «protéger, respecter et réparer».

Les discussions seront axées sur les solutions et viseront à intégrer les leçons tirées de l'expérience, à recenser les éventuelles bonnes pratiques et à envisager des initiatives, des interactions et des dispositifs de gouvernance. La présentation d'études de cas, d'interprétations des dernières théories et d'approches fondées sur des données factuelles donnera aux participants un aperçu de la marche à suivre.

Des séances parallèles seront organisées sur chacun des trois piliers des Principes directeurs (une quatrième séance parallèle sera consacrée aux manifestations parallèles participatives). Compte tenu des chevauchements qui existent dans certains domaines entre les différents piliers, notamment en ce qui concerne l'accès aux voies de recours (question transsectorielle) et les personnes et les collectivités touchées (au cœur des trois piliers), tout au long des discussions, l'accent sera mis sur la promotion d'interactions productives et de liens dynamiques entre les différents acteurs et institutions, ainsi que sur les liens horizontaux à l'échelle des États, des organisations et des entreprises. Lors de certaines séances, l'attention pourra être appelée sur des secteurs, des questions et des groupes vulnérables spécifiques.

Au cours de ces séances parallèles, le Forum devrait examiner la meilleure manière de faciliter le dialogue entre les multiples parties prenantes et de promouvoir des partenariats efficaces dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme. Les discussions viseront à faire mieux comprendre aux parties prenantes les difficultés à surmonter et les chances à saisir, ouvrant ainsi la voie à un dialogue accru, à une coopération renforcée et à une action conjointe.

Les séances tendront à mettre en lumière ce qui suit:

**Pilier 1: Obligation de protéger les droits de l'homme incombant à l'État.** Les efforts déployés par les États pour remplir leur obligation de protection contre les incidences sur les droits de l'homme des activités des entreprises en adoptant des politiques, des réglementations et des décisions appropriées, ainsi que des initiatives

pour mettre en place des plans d'action régionaux et nationaux en vue d'appliquer les Principes directeurs, et en facilitant le dialogue entre les différentes parties prenantes et la mise en place de partenariats.

**Pilier 2: Responsabilité incombant aux entreprises de respecter les droits de l'homme.** Les efforts fournis par les entreprises et autres acteurs du secteur des affaires pour faire progresser la mise en œuvre de l'obligation incombant aux entreprises de respecter les droits de l'homme en exerçant la diligence voulue (notamment dans le cadre des consultations avec les parties prenantes et des échanges avec les personnes et les collectivités touchées), en remédiant aux effets négatifs et en assurant l'accès à des voies de recours. Les spécialistes feront part de leurs expériences concrètes et les séances porteront aussi bien sur les difficultés conceptuelles que sur les problèmes de gestion auxquels se heurtent les entreprises, notamment lorsqu'il s'agit de traiter avec des États qui ne respectent pas leurs obligations, de convaincre les hauts responsables de la nécessité d'intégrer les droits de l'homme dans les activités premières de l'entreprise et de surmonter les contraintes de rationalité auxquelles doivent se plier les acteurs commerciaux pour faire face à la concurrence sur des marchés mondialement intégrés.

**Pilier 3: Accès à des voies de recours efficaces pour les victimes d'atteintes aux droits de l'homme commises par des entreprises.** Les participants seront amenés à examiner les moyens de définir des dispositions plus cohérentes et plus systématiques pour améliorer l'accès à des recours judiciaires, ainsi que des questions et des tendances essentielles relatives aux mécanismes extrajudiciaires de réclamation.

## 5. Conclusion: Solutions stratégiques pour aller de l'avant et prochaines étapes pour le régime international des entreprises et des droits de l'homme

Lors de la séance plénière de clôture, les débats seront axés sur les perspectives stratégiques et les prochaines étapes vers l'accélération de l'application des Principes directeurs par les États, les entreprises et les autres parties prenantes. Le Président du Forum et certains orateurs présenteront dans les grandes lignes quelques-uns des éléments essentiels à réunir pour instaurer un régime international des entreprises et des droits de l'homme global, cohérent et uniforme, et proposeront des priorités et des questions essentielles à examiner en 2015. Ce faisant, des liens seront établis avec les consultations intergouvernementales prévues prochainement concernant un nouvel instrument juridique sur le respect des droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises, en application de la résolution 26/9 du Conseil des droits de l'homme. Enfin, le Groupe de travail prononcera une allocution de clôture dans laquelle il fera part de ses observations sur les enseignements à tirer collectivement du Forum en s'appuyant sur l'expérience des parties prenantes, les bonnes pratiques examinées et les problèmes et solutions recensés.

## Annexe I

## Programme de travail (à confirmer)

	<i>Réunion préliminaire: Journée des spécialistes Lundi 1<sup>er</sup> décembre 2014</i>	<i>Première journée Mardi 2 décembre 2014</i>	<i>Deuxième journée Mercredi 3 décembre 2014</i>
10 heures- 13 heures	Plate-forme de formation et de présentation d'outils et de ressources	Séance d'ouverture: séance plénière de haut niveau et séances plénières	Séances parallèles (4 volets)  1. Obligation incombant aux États de protéger les droits de l'homme  2. Responsabilité incombant aux entreprises de respecter les droits de l'homme  3. Accès à des voies de recours  4. Manifestations parallèles
13 heures- 15 heures	Déjeuner (ce créneau horaire pourrait être consacré à des manifestations parallèles ou à des séances de formation)	Déjeuner (ce créneau horaire pourrait être consacré à des manifestations parallèles ou à des séances de formation)	Déjeuner (ce créneau horaire pourrait être consacré à des manifestations parallèles ou à des séances de formation)
15 heures- 18 heures	Ateliers parallèles consacrés aux expériences concrètes et aux études de cas (organisés par le Groupe de travail en collaboration avec d'autres parties prenantes)	Séances parallèles (4 volets)	Séances parallèles ( <i>suite</i> )
17 heures- 18 heures			Clôture de la session: séance plénière de haut niveau et allocution de clôture

## Annexe II

### **Documents dont le Forum sur les entreprises et les droits de l'homme est saisi à sa troisième session annuelle**

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
A/HRC/FBHR/2014/1	Ordre du jour provisoire annoté
A/HRC/FBHR/2014/2	Note de synthèse du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises

---